

LE CANARD DU SUD

Journal d'information du syndicat Solidaires, Unitaires et Démocratiques des travailleurs du rail de la région de Metz-Nancy

1^{er} trimestre - Janvier 2006

N°28

EDITO

Malgré l'intervention de presque toutes les organisations syndicales, le projet s'achemine tout doucement vers son terme.

Presque toutes, puisque deux OS favorables (CFDT et UNSA) ne font avancer que des revendications catégorielles à destination des cadres et maîtrises de siège et semblent ignorer de plus en plus les salariés de l'exécution.

Nos collègues du siège de l'EEX ; dont tous ne sont pas cadres ; vont perdre leur emploi et devoir faire preuve de mobilité.

Cet éclatement politique des EEX, pour arriver à une gestion par activités, se fera d'autant plus facilement que l'ensemble des cheminots semble plus que passif.

Le matraquage des DPX semble porter ses fruits, ces dirigeants carriéristes qui se foutent pas mal du service public, ont su anesthésier les cheminot-e-s des EEX.

Va-t-on se laisser mener à l'abattoir sans opposer de résistance ?

Derrière ce projet plus que dangereux, disparition de l'entreprise intégrée, le découpage des activités va permettre l'arrivée rapide de la concurrence. Chaque cheminot(e) sera dédié à une activité. La filialisation sera rendue bien plus aisée. Aujourd'hui le siège, demain vous dans votre boulot quotidien !

La direction, comme à son habitude, prend les OS pour des imbéciles puisque les questions qui permettraient de remettre en cause cette réorganisation restent sans réponse précise.

- Effectifs, composition, cadre d'organisation.
- Calcul de la réserve.
- Coûts des bâtiments.
- Fonctionnement des CHSCT sur des territoires aussi étendus que les anciens établissements.

Aujourd'hui, la négociation proposée aux OS ne porte que sur le nombre de délégués du personnel et l'attribution de moyens syndicaux supplémentaires. Ce qui plait à pas mal d'OS, qui préfèrent l'accompagnement social à la lutte. Le fond du dossier est évacué.

Nous avons déjà proposé une intersyndicale qui est restée sans réponse. Cela augure de la combativité potentielle des autres OS. Nous allons en solliciter une autre. Mais nous irons au bout de notre démarche démocratique en vous consultant sur le terrain.

Les cheminot-e-s doivent bien comprendre que leur non réaction actuelle sera la deuxième cause de leurs problèmes de demain. Le 01 juillet 2006, il sera trop tard !

La résignation est un suicide quotidien !

Sud
Rail

Dépôt légal : Numéro 28 - année 2006 - N° ISSN 1295-3687
Directeur de publication : Serge Savaris - Rédacteur : Jean-Louis Cornuez
Trimestriel - Abonnement 8 euros -
Imprimerie SUD Rail Metz Nancy - 5, rue du Chemin de Fer - 57100 Thionville

Solidaires
Union syndicale G10

FERMETURE DU POSTE MR (MATÉRIEL REMORQUÉ) AU 01 JUILLET 2006.

Toutes les OS et représentants syndicaux ont voté contre, sauf l'UNSA " la lèche " qui s'est abstenue. Il ne faut pas gêner la direction dans ses œuvres.

FERMETURE DU CABINET MÉDICAL DE LONGWY.

Cette fermeture est envisagée pour le 1^{er} mai 2006. Les activités seront transférées sur le centre médical régional de Metz. Cela concerne 195 agents. Toutes les OS, sauf l'UNSA " la lèche " ont refusé de discuter de ce dossier. Les 4 CHSCT concernés ayant déposé des demandes d'expertise depuis décembre 2002. Demande contestée et gagnée par la direction sur la forme mais pas sur le fond du dossier.

Sur le terrain, toutes les OS, même les délégués UNSA s'opposent à cette fermeture, mais grâce aux représentants UNSA " la lèche " au CE, le projet de la direction risque d'aboutir.

Ce qui est inquiétant dans ce dossier, c'est l'attitude de la direction SNCF qui ignore des jugements de cour d'appel qui lui sont opposés. Le rôle des syndicats va-t-il être uniquement de juriste demain? Cela semble convenir à la direction. Pas à SUD, la lutte sur le terrain a toujours payé.

ACCORD CADRE POUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE

En lien avec des associations d'insertion 6 emplois non cheminots seront créés sur la région (travaux de rénovation, nettoyage et débroussaillage...)

Des emplois précaires et non pérennisables de personnes en grande difficulté (RMI, RMA....)

La précarité a de beaux jours devant elle !

Ces emplois étaient tenus auparavant par des emplois jeunes mais aussi par des agents en situation de reclassement. Que sont-ils devenus? Quel avenir pour nos inaptes, cassés par trop de manœuvre ou de travail trop dur? La réforme?

INFRA

Modification des règles de travail. En lien avec les activités, il va falloir dégager des planches travaux plus larges.

Les 4 lignes de la région soumises à ralentissement (Sarreguemines-Bitche, Arches-Saint Dié, Vézelize- Mirecourt, Conflans-Verdun) devraient voir les ralentissements supprimés en 2006 et 2007.

En accord avec le conseil régional la ligne Vézelize- Mirecourt sera fermée 15 jours pendant les vacances scolaires pour remise à niveau.

Partenariat public/privé.

But : accélération du lancement des grands projets d'infrastructure.

Le contrat de partenariat pourra porter sur

la construction, l'entretien et l'exploitation de tout ou partie de l'infrastructure, à l'exclusion de la gestion du trafic et des circulations ainsi que du fonctionnement et de l'entretien des installations de sécurité, qui restent confiées à la SNCF.

La loi, votée en décembre 2005, prévoit que le contrat de partenariat devra garantir les impératifs de sécurité et de continuité du service public.

Pas sur que les partenaires privés se contentent de la maintenance hors installations de sécurité, après avoir financé et construit l'infrastructure. Ces gens là vont très vite vouloir des retours sur investissement.

Qui a parlé de privatisation rampante ?

Super menteur ne vous a pas rassuré ?

GESTION DES ACTIVITÉS SOCIALES

Notre fédération n'a pas signé le protocole d'accord de gestion des activités sociales CE/CCE.

Ce texte n'a pas évolué depuis 20 ans.

Trois points nous posent problème et sur lesquels aucune discussion n'a été possible.

-La part reversée au CCE par les CE.

-Les subventions versées par le CCE à des associations. Depuis 20 ans ce sont toujours les mêmes qui en bénéficient. D'autres se sont créés, qui peut être pourraient prétendre à un peu de subsides.

-Les salarié-e-s du CCE et de certains CE rémunéré-e-s à un coefficient inférieur au SMIC.

De ce fait l'accord a été décliné dans tous les CE. Pour ne pas bloquer les affaires, la délégation SUD Rail s'est abstenue. Toutes les OS ont voté pour.

PRÉ BILAN 05

SUD Rail s'étant retiré de la gestion des activités sociales, nous n'avons toujours pas touché le bilan 2004 certifié par le commissaire aux comptes. A notre humble avis, il ne sera soumis au vote des élus qu'après les élections professionnelles du 23 mars 2006. Toutefois les chiffres quasi officiels

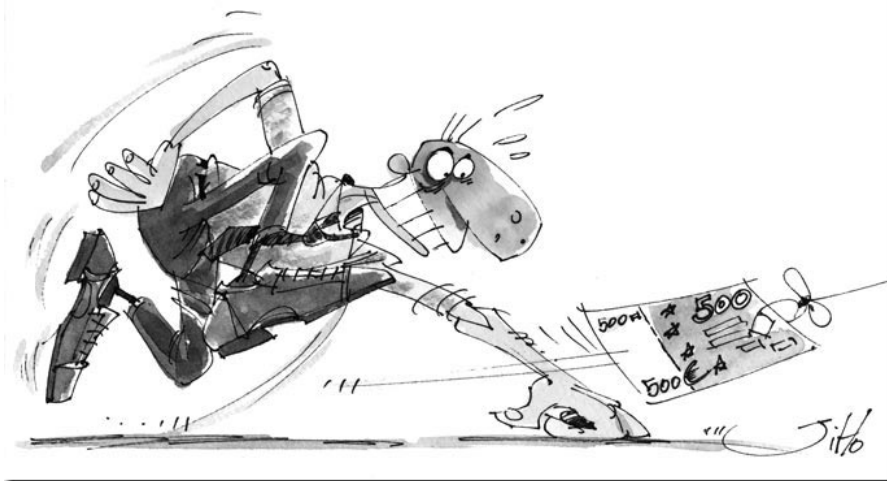
L'OS majoritaire s'est déclaré satisfait de sa gestion. La CFDT nous a rejointe sur notre revendication de demande d'un audit financier extérieur. Ce qui a débouché sur une diatribe verbale presque haineuse. La direction en a remis une couche en dénonçant la publication tardive de ces chiffres. Si le commissaire aux comptes tarde à

faire son boulot, on le vire et on en prend un autre. La CGT n'oserait pas faire de la rétention d'informations, ils sont bien trop démocrates.

Le trésorier a présenté un pré bilan arrêté au 30 juin 2005.

Budget de fonctionnement :
-56 751 euros
Budget activités sociales :
- 104 140 euros

RÉMUNÉRATION DE LA PERFORMANCE COMMERCIALE



viennent de nous être communiqués.

Budget de fonctionnement : - 109 123 euros

Budget activités sociales : - 337 534 euros

SUD Rail n'ayant plus accès aux informations, sans commentaire.

DIRECTIVES EUROPÉENNES : ON PEUT GAGNER !

Le 16 janvier, des milliers de dockers ont manifesté aux abords du parlement européen à Strasbourg. Ils exprimaient leur refus d'un projet de directive " libéralisant " leur secteur, cassant les acquis sociaux laissant les mains libres au patronat pour exploiter au maximum la main d'œuvre.

Deux jours plus tard, le parlement a rejeté le projet de directive. Comme en novembre 2003, les dockers ont fait reculer les technocrates européens.

Le 14 février, c'est la directive "Bolkenstein " qui sera soumise au parlement. Cette directive qui concerne 70% de l'activité économique est une illustration de la politique ultra libérale européenne. Elle encourage un nivellement par le bas des droits des salarié(e)s, une moindre protection des consommateurs, un abaissement des normes environnementales et de santé publique. Elle vise par ailleurs à renforcer la libéralisation des services publics, ce qui conduirait à une accélération des privatisations.

Nous manifesterons à Strasbourg le 11 février pour refuser cet avenir !

SUD Rail, l'Union Syndicale Solidaires et les syndicats et associations ayant fait campagne pour le non lors du référendum du 29 mai 2005, seront présents à cette manifestation pour une autre Europe.

Début mars, ce sont les ministres du transport qui se réunissent, pour discuter du "troisième paquet ferroviaire ", de la libéralisation/privatisation des chemins de fer européens.

Le mouvement syndical cheminot doit montrer sa force, sa résolution à combattre ces orientations.

Pour SUD Rail une grève européenne des cheminots est nécessaire. SUD Rail s'y emploie.

En agissant unitairement on peut gagner contre celles et ceux qui veulent imposer à l'Europe toujours plus de chômage, de misère, toujours moins de services publics, d'égalité sociale.

**UNE AUTRE EUROPE
FERROVIAIRE
EST POSSIBLE !**

**LES VRAIS FOUS SONT CEUX QUI ACCEPTENT LE MONDE TEL
QU'IL EST ET NON TEL QU'IL DEVRAIT ÊTRE.**